AD.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. - 1
25 06. 1980

L. 13.529/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 janvier 1980, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant révision de la loi relative à la libération conditionnelle", amendé par le Ministre le 8 avril 1980, a donné le 9 avril 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e januari 1980 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot herziening van de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling", door de Minister op 8 april 1980 geamendeerd, heeft de 9e april 1980 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Suivant l'article 11 de la loi en projet, toutes les dispositions législatives actuellement en vigueur et relatives à la libération conditionnelle seront abrogées.

Il ne s'agit donc pas d'une simple revision de la loi relative à la libération conditionnelle mais de son remplacement pur et simple.

Dès lors, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi relative à la libération conditionnelle".

Dispositif.

Article 1er.

La seconde phrase de l'alinéa 4 est rédigée de façon insuffisamment précise; notamment la notion d'ordre social, dont le contenu n'est pas défini dans l'exposé des motifs, paraît superflue.

Par ailleurs, l'appréciation à laquelle la commission et le Ministre devront se livrer portera sur la conjecture de la conduite du condamné après sa libération.

Cela étant, la rédaction suivante est proposée :

.../...

"A cet égard, il y a lieu d'apprécier si le condamné, une fois libéré, sera en mesure de subvenir à ses besoins ainsi que de vivre dans le respect de la légalité".

Article 2.

I. Aux termes de l'alinéa 1er de l'article, c'est auprès de chaque établissement pénitentiaire qu'il est institué une commission consultative en matière de libération conditionnelle.

Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative sont applicables aux commissions dont la création est prévue par l'alinéa 1er. C'est ce qui ressort, sinon de dispositions explicites contenues dans ces lois, du moins, en tout cas, de l'économie de celles-ci. En effet, bien que leur composition présente des caractères particuliers et qu'elles n'aient pas une activité continue, lesdites commissions doivent être considérées comme des "services publics" au sens large de cette expression.

a) Si un établissement pénitentiaire est situé, soit dans la région de langue française, soit dans la région de langue néerlandaise, et s'il est destiné à recevoir exclusivement des détenus s'exprimant dans la langue de la région, la commission consultative doit évidemment employer cette langue conformément à la règle qui se déduit des articles 32 et 33 des lois coordonnées. La composition de la commission doit être arrêtée compte tenu de cette règle. Dans l'hypothèse où

.../...

des prescriptions complémentaires seraient jugées nécessaires, celles-ci devraient être établies par les conseils culturels, auxquels l'article 59 bis, § 3 et § 4, de la Constitution, donne actuellement compétence.

b) Si un établissement pénitentiaire est situé dans la région bilingue de Bruxelles-capitale et s'il est destiné à recevoir à la fois des détenus s'exprimant en langue néerlandaise et des détenus s'exprimant en langue française, cet établissement constitue un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays et qui a son siège à Bruxelles-capitale. Un tel service est visé par les articles 44 et 45 des lois coordonnées. Pour satisfaire à la prescription de ce dernier article, les détenus doivent pouvoir "se servir, sans la moindre difficulté, du français ou du néerlandais" devant la commission consultative. Pour assurer cette garantie, le Ministre a choisi le procédé qui consiste à scinder en une section néerlandaise et en une section française les commissions qui seront créées auprès des établissements pénitentiaires de Bruxelles. Il a déposé un amendement en ce sens.

c) Il faut aussi envisager le cas où un établissement pénitentiaire est situé soit dans la région de langue néerlandaise, soit dans la région de langue française, mais où il continue à recevoir des détenus s'exprimant dans une de ces langues autre que celle de la région.

Un tel établissement constitue, au sens de l'article 46 des lois coordonnées, un "service d'exécution dont le siège est établi en dehors de Bruxelles-capitale et dont l'activité s'étend à tout le pays". Au cours des travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, plusieurs établissements pénitentiai-

res ont été indiqués parmi les services de cette nature qui sont placés sous l'autorité du Ministre de la Justice (1).

L'article 35, § 6, de la loi du 2 août 1963, devenu l'article 46, § 6, charge le Roi de prendre les mesures nécessaires "à l'effet de réduire dans les cinq ans au minimum indispensable, le nombre des services visés dans (l')article", c'est-à-dire les services d'exécution ayant leur siège en dehors de Bruxelles-capitale mais dont l'activité s'étend à tout le pays. Le législateur n'a donc pas voulu aller jusqu'à la mesure extrême consistant en la suppression de cette catégorie de services. Même après la période de cinq ans, il peut subsister de tels services pour autant que leur nombre soit réduit au minimum indispensable.

Selon les renseignements communiqués au Conseil d'Etat, quelques établissements pénitentiaires situés en région de langue néerlandaise reçoivent encore - à titre temporaire - des détenus d'expression française. Pour que ces détenus puissent être entendus sans difficulté par la commission consultative, il y a lieu de compléter le projet en vue de leur donner cette garantie. Celle-ci pourrait être obtenue par une disposition s'inspirant de l'article 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et disposant qu'avant la date où son cas sera susceptible d'être examiné par la commission consultative, le détenu sera transféré dans un établissement pénitentiaire situé dans la région dont la langue est celle dans laquelle il s'exprime.

.../...

---

(1) Annexe I au rapport complémentaire fait au nom de la Commission de l'Intérieur par M. SAINT-REMY (Doc. parl. Ch. sess. 1961-1962, n° 331/35); Pasinomie 1963, p. 978.

II. Dans le texte français, l'expression "commission d'avis" n'est guère heureuse par les répétitions qu'elle entraîne du terme "avis", notamment aux articles 3, 4 et 10. Elle pourrait être remplacée par l'expression "commission consultative".

III. A l'alinéa 2, les mots "d'avis" et "où séjourne le condamné" sont superflus et doivent être omis.

En ce qui concerne la compétence de la commission et, par conséquent, la désignation du directeur de l'établissement, une observation sera faite à propos de l'article 3.

IV. Le texte ne permet pas de déterminer le nombre de suppléants qui seront attachés à chaque fonction effective.

Cette imprécision paraît devoir conduire à des difficultés dès lors que les désignations n'appartiennent pas uniquement au Ministre de la Justice et que les avocats doivent faire l'objet de présentations.

Certes, le volume des affaires qui seront à traiter par chacune des commissions pourra être différent et exiger de la sorte un nombre de suppléants variable selon ces commissions.

Il se recommanderait cependant qu'un mode de détermination de ces nombres soit prévu dans la loi, par exemple, par une délégation au Ministre.

.../...

V. A l'alinéa 4 du texte français, il serait préférable d'écrire :

"... parmi les magistrats effectifs du siège, qui appartiennent à la Cour d'appel ou au tribunal de première instance dans les ressorts desquels l'établissement pénitentiaire est situé".

VI. L'alinéa 6 devrait être rédigé comme suit :

"Le président, l'avocat et leurs suppléants sont désignés pour une période de cinq ans; leur mandat peut être renouvelé".

Article 3.

L'article 3, alinéa 2, en projet, est rédigé dans les termes suivants :

"Le président, ou le membre de la commission d'avis désigné par lui, entend préalablement le condamné".

Au cas où le condamné, notamment s'il est étranger, ne comprend pas la langue usitée par la commission, la formalité requise par la loi perd toute portée s'il n'est pas recouru aux services d'un interprète. Afin de donner à la formalité prévue une utilité réelle, il conviendrait de préciser dans la loi que le président ou le membre de la commission propose dans ce cas au condamné qu'il soit recouru aux services

.../...

d'un interprète. La loi devrait donc déterminer, conformément à l'article 127 de la Constitution, la formule du serment à prêter par celui-ci.

On citera à titre de modèle dont le législateur pourra s'inspirer, l'article 37 du projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, transmis par la Chambre des Représentants au Sénat (Doc. parl., Sénat, sess. 1977-1978, n° 389/1).

La Chambre a étendu le recours aux services d'un interprète tel que l'avait prévu le Gouvernement (voy. le rapport de M. le Représentant DEJARDIN, Doc. parl., Ch. des Représentants, sess. 1977-1978, n° 144/7, p. 43), le Conseil d'Etat ayant, dans son avis, accompagné la formule trop restrictive du projet, du commentaire suivant : "Le législateur appréciera si cette solution sauvegarde suffisamment les droits de la défense" (Doc. parl., Ch. des Représentants, sess. 1974-1975, n° 653/1, p. 75).

Compte tenu des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 3.-

§ 1er. La commission donne d'office un avis au sujet de chaque condamné qui satisfait aux conditions de temps prévues à l'article 1er.

Cet avis doit être motivé eu égard aux critères d'appréciation énoncés à l'article 1er.

.../...

Lorsque la commission émet un avis favorable à la libération, elle peut proposer au Ministre les conditions sous lesquelles la libération pourrait être accordée.

§ 2. La commission compétente est celle qui est instituée auprès de l'établissement où le condamné est incarcéré.

§ 3. Le président ou un membre de la commission désigné par lui entend préalablement le condamné.

La commission peut, le cas échéant, ... (la suite comme à l'alinéa 3 du projet).

Les organismes d'aide sociale postpénitentiaire peuvent se faire représenter auprès de la commission par des délégués ... (la suite comme à l'alinéa 4 du projet).

§ 4. Le dossier du condamné doit être transmis à la commission deux mois au moins avant la date à laquelle l'intéressé satisfait à la condition de temps prévue à l'article 1er.

L'avis est transmis au Ministre de la Justice au plus tard quinze jours avant cette date.

§ 5. (Comme à l'alinéa 6 du projet).

§ 6. Le Ministre de la Justice règle le fonctionnement des commissions".

.../...

Article 4.

Il y a lieu d'observer que, si un délai est imparti à la commission pour donner son avis, aucun délai n'est imposé au Ministre de la Justice pour prendre sa décision.

Il y aurait lieu de rédiger cet article comme suit :

"Article 4.-

Sur le vu de l'avis de la Commission, le Ministre statue sur la mise en liberté conditionnelle dans les (15 jours) de la réception de l'avis.

Le Ministre détermine dans chaque cas les conditions auxquelles est subordonnée la libération.

Le Ministre peut suspendre en tout ou en partie les conditions qu'il a fixées, les préciser ou les adapter aux circonstances.

Les décisions de refus sont motivées et les motifs en sont communiqués au condamné.

Le Roi règle l'établissement du permis de libération et la surveillance des libérés conditionnels".

Article 5.

Le deuxième alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"A défaut de révocation avant l'expiration d'un délai égal à la durée de la peine restant à subir, la libération est acquise définitivement au condamné".

+

A l'alinéa 4, le membre de phrase : "si la révocation n'est pas intervenue" devrait être remplacé par : "si la révocation n'est pas décidée".

+

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 5 :

"S'il est constaté après le délai d'épreuve, par un jugement ou un arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, que le condamné a commis un crime ou un délit avant l'expiration de ce délai, la mise en liberté conditionnelle peut être révoquée pour cette cause dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle le jugement ou l'arrêt est passé en force de chose jugée".

Article 6.

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, l'expression "le condamné se trouve" tend à exprimer l'idée que le procureur du Roi compétent est celui du tribunal dans le ressort duquel le condamné est inscrit au registre de la population.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

.../...

"La mise en liberté est révoquée par le Ministre de la Justice après avis du procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel est située la commune dans laquelle le condamné est inscrit au registre de la population".

Le texte français de l'alinéa 4 ne concorde pas avec le texte néerlandais du même alinéa, qui paraît mieux traduire les intentions du Gouvernement.

Il y aurait dès lors lieu de rédiger le texte français comme suit :

"L'exécution de la peine est reprise en vertu de l'arrêté de révocation pour la durée de la peine qui devait encore être subie au jour de la mise en liberté".

Article 7.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve ou, s'il s'agit d'un militaire en service actif, par l'auditeur militaire, à charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice qui, s'il y a lieu, prononce la révocation dans le

.../...

mois.

L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation".

Article 8.

Le texte suivant est proposé pour le deuxième alinéa :

"Dans le cas prévu à l'article 5, alinéa 5, la prescription de la peine ne peut pas être invoquée. Elle prend cours à la date de l'arrêté de révocation".

Articles 9 et 10.

Ces articles devraient être intervertis.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 9.-

Les commissions donnent, dans un délai de six mois à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, un avis sur le cas de tous les condamnés ayant satisfait au cours de cette période aux conditions de temps prévues à l'article 1er.

.../...

Article 10.-

La mise en liberté conditionnelle des condamnés qui remplissaient à la date de l'entrée en vigueur de la loi les conditions de temps prévues à l'article 1er et pour lesquels, à cette date, une proposition de libération avait été transmise à l'avis des autorités judiciaires, peut être ordonnée par le Ministre de la Justice sans avis de la commission".

Article 11.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 11.-

Sont abrogés :

1° la loi du 31 mai 1888 ... ;

2° l'arrêté royal du 17 janvier 1921 contenant les mesures d'exécution des dispositions de la loi du 31 mai 1888".

Opschrift.

Volgens artikel 11 van de ontwerp-wet zullen alle thans geldende wetsbepalingen betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling worden opgeheven.

Het gaat dus niet zo maar om een herziening, wel om de vervanging, zonder meer, van de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Het opschrift zou derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

"Ontwerp van wet betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling".

Artikelen.

Artikel 1.

De tweede volzin van het vierde lid is niet nauwkeurig genoeg geformuleerd; zo lijkt het begrip maatschappelijke orde, waarvan de inhoud niet nader omschreven is in de memorie van toelichting, overbodig.

Voorts komt de "beoordeling" waartoe de commissie en de Minister zullen moeten overgaan, erop neer dat zij gissen hoe de veroordeelde zich na zijn invrijheidstelling zal gedragen.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld te lezen :

"In dat verband dient te worden beoordeeld of de veroordeelde na zijn invrijheidstelling in staat zal zijn in zijn behoeften te voorzien en zich naar de wetten te gedragen".

Artikel 2.

I. Luidens het eerste lid van dit artikel wordt bij iedere strafinrichting een commissie van advies inzake voorwaardelijke invrijheidstelling ingesteld.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn op die commissies van toepassing. Dat blijkt, zo niet uit uitdrukkelijke bepalingen, dan toch in ieder geval uit de opzet van die wetten. Ofschoon die commissies bijzondere kenmerken vertonen wat hun samenstelling betreft en niet doorlopend werkzaam zijn, moeten zij als "openbare diensten" in de ruime betekenis van die term worden beschouwd.

a) Is een strafinrichting in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gelegen en is zij bestemd om uitsluitend gedetineerden op te nemen die de taal van het gebied spreken, dan moet de commissie van advies vanzelfsprekend die taal gebruiken, overeenkomstig de regel die af te leiden is uit de artikelen 32 en 33 van de bestuurstaalwetten. De commissie moet met inachtneming van die regel worden samengesteld. Mochten aanvullende voorschriften noodzakelijk worden geacht, dan

.../...

zouden die moeten worden vastgesteld door de cultuurraden, die daartoe krachtens artikel 59bis, § 3 en § 4, van de Grondwet thans bevoegd zijn.

b) Is een strafinrichting in het tweetalig gebied Brussel-hoofdstad gelegen en is zij bestemd om zowel Nederlandssprekende als Franssprekende gedetineerden op te nemen, dan is zij een uitvoeringsdienst waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt en waarvan de zetel in Brussel-hoofdstad gevestigd is. Een zodanige dienst valt onder de artikelen 44 en 45 van de bestuurstaalwetten. Opdat aan artikel 45 wordt voldaan, moeten de gedetineerden voor de commissie van advies "zonder enige moeite in het Nederlands of in het Frans" te woord gestaan kunnen worden. Met het oog op die waarborg heeft de Minister gekozen voor het procédé dat erin bestaat de commissies die bij de strafinrichtingen in het Brusselse zullen worden opgericht, te splitsen in een Nederlandse en een Franse afdeling. Hij heeft een amendement in die zin ingediend.

c) Gedacht moet ook worden aan het geval dat een strafinrichting in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gelegen is, doch gedetineerden blijft opnemen die een van beide talen, maar niet die van het gebied gebruiken.

Een zodanige inrichting is, in de zin van artikel 46 van de bestuurstaalwetten, een "uitvoeringsdienst waarvan de zetel gevestigd is buiten Brussel-hoofdstad en waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt". Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 augustus 1963 zijn verscheidene strafinrichtingen aangewezen onder de diensten van die aard die on-

.../...

der het gezag van de Minister van Justitie staan (1).

Artikel 35, § 6, van de wet van 2 augustus 1963, dat artikel 46, § 6, van de gecoördineerde wetten geworden is, belast de Koning met het nemen van maatregelen "om het aantal van de in (het) artikel bedoelde diensten, binnen vijf jaar, tot het noodzakelijk minimum te herleiden". Bedoeld zijn de uitvoeringsdiensten waarvan de zetel buiten Brussel-hoofdstad gevestigd is maar waarvan de werkkring het ganse land bestrijkt. De wetgever is dus niet tot het uiterste - het afschaffen van die categorie van diensten - willen gaan. Zelfs na de periode van vijf jaar mogen zodanige diensten blijven bestaan, als hun aantal maar tot het noodzakelijk minimum wordt herleid.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zijn er in het Nederlandse taalgebied nog enkele strafinrichtingen die - tijdelijk - Franssprekende gedetineerden opnemen. Opdat die gedetineerden zonder moeite door de commissie van advies kunnen worden gehoord, dient het ontwerp zo te worden aangevuld dat die waarborg hun wordt toegezegd. Dat kan worden bereikt door een bepaling naar het voorbeeld van artikel 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken; die bepaling zou stellen dat de gedetineerde vóór de dag waarop zijn geval door de commissie van advies zal kunnen worden onderzocht, wordt overgebracht naar een strafinrichting gelegen in het gebied waarvan de taal die is welke hij spreekt.

.../...

---

(1) Bijlage I bij het aanvullend verslag namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken uitgebracht door de Heer SAINT-REMY (Gedr. St., Kamer, zitting 1961-1962, nr. 331/35);Pasinomie 1963, blz. 978.

II. De term "commission d'avis" in de Franse tekst is minder goed gekozen, aangezien het woord "avis" zelf al zo vaak voorkomt, onder meer in de artikelen 3, 4 en 10. Hij kan worden vervangen door "commission consultative".

III. In het tweede lid kan worden volstaan met "commissie" in plaats van "adviescommissie" en moeten de woorden "waar de veroordeelde verblijft" als overbodig vervallen.

In verband met de bevoegdheid van de commissie en bijgevolg ook met de aanwijzing van de directeur van de inrichting zal een opmerking worden gemaakt bij artikel 3.

IV. Uit de tekst kan niet worden opgemaakt hoeveel plaatsvervangers voor elk ambt van werkend lid zullen worden aangewezen.

Dit kan tot moeilijkheden leiden, vooral daar niet alleen de Minister van Justitie de aanwijzingen doet en de advocaten uit voordrachtlijsten moeten worden gekozen.

Het volume van de door elke commissie te behandelen zaken kan weliswaar verschillen, zodat het aantal plaatsvervangers niet steeds hetzelfde hoeft te zijn.

Toch verdient het aanbeveling in de wet te stellen op welke wijze het aantal plaatsvervangers wordt bepaald; daartoe kan bijvoorbeeld bevoegdheid aan de Minister worden opgedragen.

.../...

V. In het vierde lid kan de Franse tekst beter als volgt worden geredigeerd :

"... parmi les magistrats effectifs du siège, qui appartiennent à la Cour d'appel ou au tribunal de première instance dans les ressorts desquels l'établissement pénitentiaire est situé".

VI. Het zesde lid zou als volgt moet worden geredigeerd :

"De voorzitter, de advocaat en hun plaatsvervangers worden voor vijf jaar aangewezen; hun ambtstermijn kan worden vernieuwd".

Artikel 3.

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp luidt :

"De voorzitter, of het lid van de adviescommissie dat hij aanwijst, hoort vooraf de veroordeelde".

Ingeval de veroordeelde, met name wanneer hij een vreemdeling is, de taal waarin de commissie werkt niet verstaat, verliest de door de wet vereiste formaliteit al haar betekenis als er geen tolk bij wordt geroepen. Om de voorgeschreven formaliteit echt van nut te doen zijn, behoort de wet te bepalen dat de voorzitter of het lid van de commissie in dat geval aan de veroordeelde voorstelt dat een beroep wordt

.../...

gedaan op een tolk. De wet zou dan ook, overeenkomstig artikel 127 van de Grondwet, de formule van de door die tolk af te leggen eed moeten vaststellen.

Een voorbeeld voor die formule kan de wetgever vinden in artikel 37 van het ontwerp van wet betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, dat door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aan de Senaat is overgezonden (Gedr. St., Senaat, zitting 1977-1978, nr. 389/1).

De Kamer heeft het beroep op een tolk zoals de Regering zich dat gedacht had (zie het verslag van Volksvertegenwoordiger DEJARDIN, Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1977-1978, nr. 144/7, blz. 43), verruimd nadat de Raad van State in zijn advies de volgende commentaar had gegeven op de te enge formule van het ontwerp : "De wetgever dient te oordelen of deze oplossing de rechten van de verdediging voldoende vrijwaart" (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1974-1975, nr. 653/1, blz. 75).

Met inachtneming van de inlichtingen die door de gemachtigde ambtenaar zijn verstrekt, wordt voor dit artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

§ 1. De commissie geeft ambtshalve advies over elke veroordeelde die aan de in artikel 1 bepaalde tijdsvoorwaarden voldoet.

Dat advies moet met redenen worden omkleed aan de hand van de maatstaven bepaald in artikel 1.

.../...

Wanneer de commissie een advies uitbrengt dat voor invrijheidstelling pleit, kan zij aan de Minister de voorwaarden voorstellen waaronder de invrijheidstelling zou kunnen worden verleend.

§ 2. De bevoegde commissie is die welke is ingesteld bij de inrichting waar de veroordeelde is opgesloten.

§ 3. De voorzitter of een door hem aangewezen lid van de commissie hoort vooraf de veroordeelde.

De commissie kan in voorkomend geval mededeling vragen van het gerechtelijk dossier, en bij het parket dat de vervolging heeft ingesteld alle inlichtingen inwinnen welke zij dienstig acht.

De instellingen voor gevangenennazorg kunnen zich bij de commissie laten vertegenwoordigen door afgevaardigden ... (voorts zoals in het vierde lid van het ontwerp).

§ 4. Het dossier van de veroordeelde moet aan de commissie worden overgezonden ten minste twee maanden vóór de dag waarop de betrokkene aan de in artikel 1 bepaalde tijdsvoorwaarden voldoet.

Het advies wordt uiterlijk vijftien dagen vóór die dag toegezonden aan de Minister van Justitie.

§ 5. Wordt de veroordeelde niet in vrijheid gesteld, dan onderzoekt de commissie het geval opnieuw, uiterlijk zes maanden na de beslissing van de Minister van Justitie.

§ 6. De Minister van Justitie regelt de werkwijze van de commissies".

.../...

Artikel 4.

Op te merken valt dat aan de commissie wel een termijn wordt opgelegd voor het geven van haar advies, maar niet aan de Minister van Justitie voor het nemen van zijn beslissing.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Aan de hand van het advies van de commissie beslist de Minister, binnen (vijftien dagen) na ontvangst ervan, over de voorwaardelijke invrijheidstelling.

De Minister bepaalt in elk geval de voorwaarden waaronder de invrijheidstelling wordt verleend.

De Minister kan de voorwaarden welke hij heeft bepaald, geheel of gedeeltelijk schorsen, ze nader omschrijven of ze aan de omstandigheden aanpassen.

Afwijzende beslissingen worden met redenen omkleed en de redenen worden aan de veroordeelde medegedeeld.

De Koning stelt nadere regels betreffende de verlofpas en het toezicht op de voorwaardelijk in vrijheid gestelden".

Artikel 5.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Bij gebreke van herroeping vóór het verstrijken van een termijn gelijk aan de straftijd die de veroordeelde nog moet ondergaan, is deze definitief in vrijheid gesteld".

+

In het vierde lid zou het zinsdeel "wanneer zij niet herroepen is" moeten worden vervangen door "wanneer niet tot herroeping besloten is".

+ .../...

Voor het vijfde lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Wordt na de proeftermijn, bij een ten laste van de veroordeelde uitgesproken en in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, vastgesteld dat hij vóór het verstrijken van die termijn een misdaad of een wanbedrijf heeft gepleegd, dan kan de voorwaardelijke invrijheidstelling op die grond worden herroepen binnen zes maanden, te rekenen van de dag waarop het vonnis of het arrest in kracht van gewijsde is gegaan".

Artikel 6.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard wil met de woorden "de veroordeelde zich bevindt" gezegd zijn dat de bevoegde procureur des Konings die is van de rechtbank in welker rechtsgebied de veroordeelde in het bevolkingsregister is ingeschreven.

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De invrijheidstelling wordt door de Minister van Justitie herroepen na advies van de procureur des Konings bij de rechtbank in welker rechtsgebied de gemeente is gelegen waar de veroordeelde in het bevolkingsregister is ingeschreven".

De Franse tekst van het vierde lid is niet in overeenstemming met de Nederlandse, die de bedoeling van de Regering beter lijkt weer te geven.

.../...

Derhalve zou de Franse tekst als volgt moeten worden geredigeerd :

"L'exécution de la peine est reprise en vertu de l'arrêté de révocation pour la durée de la peine qui devait encore être subie au jour de la mise en liberté".

Artikel 7.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dit artikel beter als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

De voorlopige aanhouding van de voorwaardelijk in vrijheid gestelde kan worden bevolen door de procureur des Konings bij de rechtbank in welker rechtsgebied hij zich bevindt of, indien het een militair in actieve dienst betreft, door de krijgsauditeur, onder verplichting daarvan onverwijld kennis te geven aan de Minister van Justitie die, indien daartoe grond bestaat, de voorwaardelijke invrijheidstelling binnen een maand herroept. In dat geval werken de gevolgen van de herroeping vanaf de dag van de aanhouding".

Artikel 8.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"In het geval van artikel 5, vijfde lid, kan de verjaring van de straf niet worden ingeroepen. Zij begint te lopen vanaf de dag van het herroepingsbesluit".

.../...

Artikelen 9 en 10.

Deze artikelen zouden in omgekeerde volgorde moeten worden opgenomen.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

De commissies brengen binnen zes maanden te rekenen van de dag waarop deze wet in werking treedt, advies uit over het geval van iedere veroordeelde die in de loop van die periode de in artikel 1 bepaalde tijdsvoorwaarden vervult.

Artikel 10.-

De voorwaardelijke invrijheidstelling van de veroordeelden die op de dag waarop deze wet in werking treedt de in artikel 1 bepaalde tijdsvoorwaarden vervulden en ten gunste van wie op die dag een voorstel tot invrijheidstelling voor advies aan de rechterlijke overheid was voorgelegd, kan door de Minister van Justitie worden bevolen zonder advies van de commissie".

Artikel 11.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11.-

Opgeheven worden :

1° de wet van 31 mei 1888 ...;

2° het koninklijk besluit van 17 januari 1921 inhoudende de middelen ter uitvoering van de bepalingen der wet van 31 mei 1888".

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre,

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. H. ROUSSEAU.